

UNITÉ

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE (MJS)

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht

EDITO

Par Jean-François Claudon, 75

Le temps est à l'orage. Les nuages s'accumulaient et le ciel s'obscurcissait depuis plusieurs années, mais c'est maintenant que ça pète. Le dumping social mondialisé, la frénésie des subprimes, la guerre des Bush, la crise énergétique étaient tant de phénomènes alarmants en soi, mais qui convergeaient en fait vers cette crise de système généralisée. Crise DU système, faudrait-il dire ! Partout, les oppositions s'expriment au grand jour, et l'ennemi est le même partout : c'est le capitalisme financier. C'est contre lui que se battent les ouvriers chinois, les étudiants grecs ou encore les salariés italiens. La violence sociale est amplifiée par le fait que les gigantesques répercussions sociales de la crise financière s'abattent sur un salariat déjà touché au cœur depuis 30 ans par la mondialisation libérale. Aujourd'hui, c'est donc la crise au carré. Et c'est pour cela qu'ils ont peur, même en France. Ce n'est pas un socialiste qui le dit. C'est Sarkozy lui-même ! Cet éminent spécialiste thatchérien de la lutte des classes craindrait en effet des « affrontements sociaux » majeurs, voire des « événements violents, un peu comme en Grèce »[1].

Les libéraux en sont conscients : la crise est déjà un cataclysme social. En France, des centaines de boîtes sont déjà en train de licencier, tandis que les salariés des constructeurs automobiles sont acculés au chômage technique pour la fin de l'année... Face à cette situation sociale gravissime, la droite a le culot de sortir de son chapeau un plan dérisoire de 15 milliards d'euros, alors que les « caisses vides » avaient par miracle accouché de 320 milliards pour sauver les banques. De qui se moque-t-on là-haut ? Ce plan fourmille d'effets d'annonce politiques qui prouvent que notre président ne se refait pas. Ainsi, il annonce fièrement l'allocation de 200 millions à la rénovation urbaine pour 2009, en se gardant bien de communiquer sur les 155 millions qu'il lui retire pour l'année 2008... Plan gadget donc, concocté à la va-vite par des amis des travailleurs tels que Devedjian, et qui a pour fonction réelle de camoufler la véritable politique de la droite : recours renforcé aux heures supplémentaires, retraite à 70 ans, travail dominical... C'est toujours la même rengaine, ce combat acharné du capital pour baisser le « coût du travail », mais cette fois-ci, le climat général a changé. Cette fois, ce sont eux qui sont sur la défensive. Ce sont eux les responsables du désastre. Et plus d'Union Soviétique pour servir d'épouvantail. Second changement d'importance : le rôle devenu totalement parasitaire de la finance de marché débridée. Elle absorbe des fonds vertigineux à l'entrée, mais, à la sortie, bien peu de cash est rendu à la fameuse « économie réelle », que la finance dit servir... Il est bon de rappeler -ou d'apprendre, car le propre de l'idéologie est de se présenter comme une vérité indiscutable- « qu'aux Etats-Unis, la contribution nette des marchés boursiers au financement des entreprises est devenue... négative »[2] !

Voilà peut-être une porte de sortie pour notre PS à la dérive. Pas de guerre des clans et des egos ! Il faut être avec notre camp, avec notre classe. Peu importe ceux qui attendent devant la porte, ceux qui la ferment ou encore ceux qui la prennent, car ces positions tactiques seront vite balayées par l'histoire. Unité d'action, camarades ! Contre la droite qui ment, qui vole et qui triche. Contre le retour de l'ORTF, contre la casse des lycées et des RASED, contre ces banques qui font des profits mirobolants après nous avoir entraînés dans l'abîme. Si l'on veut prendre le pouvoir et changer la vie, il faut commencer par s'opposer. Car dans quelques mois, le pouvoir sera peut-être à prendre...

[1] Canard Enchaîné du 10 décembre 2008.

[2] LORDON F., Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières, Raisons d'agir, 2008, p. 96.



Darcos peut se prendre la tête...



... Car la jeunesse est dans la rue!

SOMMAIRE

- PAGE 1, *Edito, par Jean-François Claudon, 75*
 PAGE 2, *Cachez cette crise sociale que je ne saurais voir, par Julien Guérin, 43*
 PAGE 3, *Modem, alliance impossible? Oui, camarade!, par Johann Cesa, 42*
 PAGE 4, *Une série de contre-réformes sans précédent, par Marlène Collineau, 44*
 PAGE 5, *Le plan Darcos, quand l'éducation publique devient une entreprise, par Tunjai Cigli, 64*
 PAGE 6, *Leçons de Grèce, par Thomas Chavigné, 31*
 PAGE 7, *Le plan de relance de Sarkozy : de l'esbroufe!, par David Torres, 32*

Cachez cette crise sociale que je ne saurais voir !

par Julien Guérin, membre de la CNA, 43

Tous les beaux esprits, économistes bien pensants et autres adorateurs du dieu Marché n'ont que le mot crise financière à la bouche depuis quelques semaines. Il est vrai que le système qu'ils défendent pour l'intérêt d'une poignée d'actionnaires, de banquiers et de rentiers oisifs s'est effondré comme un château de carte. Pour eux, la crise c'est d'abord la crise de cette petite caste parasitaire qui s'engraisse sur le dos des salariés depuis des décennies. Cependant, peu d'entre eux parlent de la crise vécue frontalement par le monde du travail, les chômeurs, les précaires et les jeunes : la crise sociale ! Encore une fois les salariés paient les pots cassés du système capitaliste et tout cela afin de maintenir les profits des grandes multinationales. En effet, ce n'est pas la crise pour tout le monde : Total vient d'annoncer des milliards d'euros de bénéfices, Arcelor Mittal également... tout en annonçant des suppressions de postes massives en Europe... En réalité la crise est d'abord et avant tout une crise sociale.

Le chômage est reparti à la hausse (et frappe bien entendu les jeunes de plein fouet), les périodes de chômage technique, notamment à l'occasion des fêtes de Noël, se multiplient dans l'industrie automobile, chez Renault ou Peugeot, mais aussi chez Michelin (par exemple à Roanne dans la Loire). Dans de nombreuses entreprises les intérimaires ont été renvoyés depuis déjà plusieurs mois... les salariés précaires ont été les premiers à trinquer...

Dans le même temps, les licenciements se multiplient partout en France. La liste des boîtes qui licencient voire sont en liquidation pure et simple est en effet très longue : Arcelor, La Camif, Intel, MBO, Mollex, Goodyears ...

Cette crise sociale? nous n'en avons encore perçu que l'écume de la vague, la montée de la marée risque d'être encore plus terrible. Face à cette situation, la gauche doit réagir de toute urgence ! Notre place est plus que jamais aux côtés des travailleurs menacés de perdre leur emploi, aux côtés de ceux qui

luttent et résistent car ils ont compris que l'on faisait payer au peuple les factures de la crise. Les salariés et la jeunesse populaire ont aussi reçu sur 5 sur 5 le message envoyé par Sarkozy et le gouvernement : nous trouvons des milliards pour sauver les banques mais rien pour sauver vos emplois, vos salaires, vos pensions ! Les socialistes et particulièrement le MJS

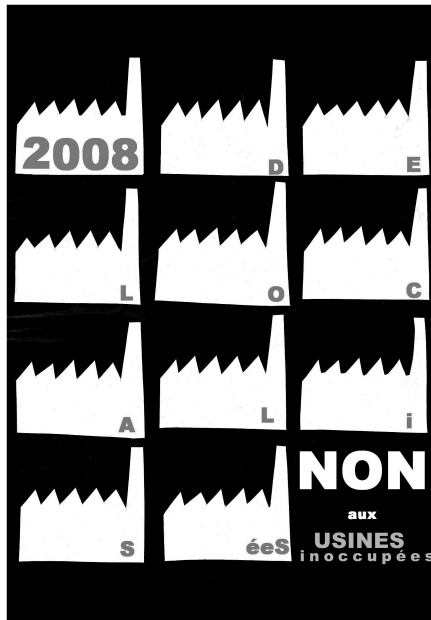
doivent être en première ligne et on a le sentiment que cela n'a pas toujours été le cas ces derniers mois. Résister cela veut dire se déplacer dans les entreprises menacées, être dans les mobilisations sociales, organiser la riposte à la droite qui voudrait nous faire croire que tout cela est inéluctable ! Le devoir de la gauche est immense ! Résister, riposter mais aussi faire des propositions concrètes et indiquer la voie pour une sortie socialiste et progressiste de la crise.

La gauche a des solutions différentes que celle de Sarkozy et

des autres dirigeants européens ! Oui c'est possible de rétablir une forme de contrôle sur les licenciements boursiers, oui les salariés en chômage partiel doivent garder 100% de leur salaire, oui on peut baisser à 5,5% la TVA sur les produits de 1ère nécessité, oui c'est possible de mener une politique de relance européenne si on s'en donne vraiment les moyens ! Il est temps de se saisir de certaines questions posées par la crise : l'Europe doit être radicalement réorientée et s'engager dans la voie de la protection contre le libre échange sauvage, les critères de Maastricht sont plus que jamais inopérants et obsolètes ! De ce point de vue, le récent Manifeste des socialistes européens n'est pas à la hauteur de la situation sociale grave dans laquelle nous nous trouvons. Il ressasse des vieilles formules éculées et ne prend pas la mesure de la crise profonde dans laquelle est rentrée le

capitalisme.

Avec d'autres nous souhaitons oeuvrer dans la jeunesse et avec tous les socialistes pour montrer que la crise doit être l'occasion de réarmer notre discours et nos propositions pour que ne soient pas abandonnés à leur sort notre camp social naturel : la jeunesse et les salariés ! Au travail camarades !



MoDem, alliance**impossible ? Oui, camarade !**

Par Johann Cesa, Animateur Fédéral du MJS 42

Récemment, des jeunes socialistes ont eu la volonté de lancer « un débat d'idées » avec des jeunes démocrates pour mener des combats communs. Aujourd'hui, nos camarades s'affirment de gauche et tentent de démentir un article de presse local annonçant une possible alliance alors que ces tentatives de dialogue figuraient sur leur propre blog il y a peu de temps (la photo de la réunion a disparu). Dans ce démenti, nos camarades clarifient leur position en indiquant que le MoDem reste un parti de centre-droit. Or, le Modem n'est pas un parti du centre ou du centre droit, c'est un parti de droite avec un programme de Droite (voir ci-après). Quand on affirme vouloir mener des combats contre la droite, on les mène aussi contre le MoDem ! Dans mon département, comme dans beaucoup d'autres, lorsque nous organisons des manifestations nous le faisons avec les jeunes communistes et les jeunes verts. Comment pourrions nous dialoguer avec le président des jeunes démocrates alors qu'il figurait sur une liste UMP aux élections municipales de 2001 ?

Lancer des « débats d'idées » ? Tâche difficile. Pour rédiger cette article, j'ai tenté, en vain, de trouver une once de programme démocrate. Rien sur le site des jeunes démocrates et du MoDem si ce n'est que quelques principes bateaux qui ne mangent pas de pain. Il n'y a que le programme de F. Bayrou lors de la présidentielle 2007 qui est consultable. Après une, deux et trois lectures, je me demande comment nous pourrions, ne serait-ce que dialoguer avec ce parti de Droite ? Ce programme est en fait un recueil de blagues.

Extraits:

Blague n°1 (p.3) : Les démocrates sont pour une « sociale-économie ». Intéressant, non ? Un nouveau mot : sociale-économie ! Stupéfaction, les démocrates propose du social, voyons de plus près... Sur les salaires, rien. Pas un mot sur la répartition capital-travail. Une retraite par points où plus on travaille longtemps plus la pension augmente. Rien sur la garantie d'une retraite à 60 ans à taux plein. Quand aux minima sociaux et bien c'est le minimum !

Blague n°2 (p.4) : « la lutte contre la dette est un combat social ». Comment ferait M. Bayrou pour assurer la survie des services publics (et surtout la Sécu) en supprimant les « charges » (cotisations pour moi) sociales pour deux emplois créés, en stabilisant les prélèvements obligatoires et en exonérant les droits

de successions?

Blague n°3 (p.5) « Un contrat 1ère expérience professionnelle pour les jeunes sans diplôme », « offrir plus de libertés aux universités pour la gestion des moyens ». No Comment (je ne vais pas rappeler les manifs anti-CPE et LRU, c'est à l'encontre de la base programmatique du MJS).

Blague n°4 (p.6) : « Regrouper dans un seul point de rencontre les différents services offerts à la population (Poste, Impôts, Caf) ». Au sein de mon village, ce genre de politique droitrière, s'est illustré par la suppression du bureau de poste. Le maire expliquait à ses administrés, qu'ils n'avaient qu'à se rendre à la ville voisine où tout est regroupé. Va falloir qu'on m'explique comment on « mène des combats communs avec les jeunes démocrates » ? Doit on distribuer des tracts contre la privatisation de la Poste avec eux ?

Blague n°5 (la meilleure, p.8) : « Transformer la CMU en aide personnalisée à la santé proportionnelle aux revenus ». C'est justement parce que des gens n'ont pas de revenus, que le gouvernement Jospin l'a créée. C'est un profond retour en arrière. On ferait mieux de se battre contre ces médecins qui refusent de soigner des personnes couvertes par la CMU. On se bat avec les jeunes démocrates ? J'arrête, ici, ce recueil de blagues par faute de place, notre journal à lui seul ne suffirait pas. Il faudrait 2 ou 3 Hors Série spécial MoDem, mais ce serait leur faire de la pub !

En conclusion, le programme démocrate reste un programme de Droite. On n'y évoque même pas la progressivité de l'impôt, la baisse de la TVA, une 6ème République (la trop forte présidentialisation de la 5ème n'est même pas critiquée). De plus, il n'y a pas de trace d'allocation autonomie. Au contraire, les élèves boursiers auront pour contre partie de l'aide perçue d'accorder du temps à de l'encadrement. Alors on pourra toujours chercher des points de convergence : un fond d'humanisme, un zeste écolo, un doigt anti-TF1. Sur tout les sujets important, les seuls qui font clivages : Social, Retraite, Education, Jeunesse, Services publics, Fiscalité, nous sommes en total désaccord. Et même ce vendredi 5 décembre, Jean Arthuis sénateur centriste (donc de droite j'espère que vous avez compris), donne son analyse sur le plan de relance de N. Sarkozy : « il se réjouit d'un plan de nature à oxygéner les entreprises » (Libération, p.4). Il est vrai que le social est cœur du plan de relance : 5% des 26 Milliards iront aux plus modestes. Pour en terminer, les jeunes démocrates ne revendiquent même pas leur autonomie vis à vis du MoDem. Pour être jeune démocrate, il faut adhérer au MoDem (art.4 des statuts). Tout est dit et n'est plus à dire.

Une série de contre-réformes sans précédent

était la garantie contre les obscurantismes.

Par Marlène Collineau, 44

Vingt mois après l'élection de Sarkozy, le bilan est consternant. Jamais un gouvernement n'aura autant mis à mal le système d'éducation français. Les contre-réformes se succèdent, touchant l'ensemble de la communauté éducative. Que ce soit l'école primaire (suppression des Rased, diminution de deux heures du temps hebdomadaire d'enseignement, évaluation des élèves en CE1 et CM2, semaine de quatre jours, déclarations insultantes sur les enseignants en maternelle), le secondaire (disparition de la carte scolaire, suppression des BEP, bac pro en trois ans, modularisation de l'enseignement général, lobbying des entreprises sur les contenus des programmes, suppression de postes) ou l'enseignement supérieur (autonomie des universités, réformes des IUFM, opération campus, réforme des bourses sur critères sociaux, remplacement des prêts d'honneur d'État par des prêts bancaires), aucun secteur n'est épargné.

L'idéologie libérale appliquée à l'école

Le ministre Darcos applique toujours la même méthode, stricte, qui consiste à optimiser les moyens au détriment du système éducatif. Au ministère de l'éducation, on se presse, on oublie le dialogue social afin d'avoir une meilleure note que le ministère d'à côté. Et pour cause, il faut respecter le calendrier de Fillon qui a annoncé des suppressions massives d'emplois publics d'ici quatre ans. Les réformes structurelles de l'éducation nationale répondent donc à cette logique budgétaire. Dans le même temps, on fait rentrer les capitaux des entreprises dans les universités... Au final, non seulement le gouvernement coupe dans le budget en ignorant l'ensemble de la communauté éducative mais en plus il répond favorablement aux demandes du MEDEF !

Qui paie, décide !

Dans ce cadre, le désengagement accru de l'État conduit inexorablement les établissements scolaires à la recherche de capitaux privés afin de répondre à leurs besoins. L'éducation devra-t-elle, comme toute marchandise, se vendre aux plus offrants ? Dans quelles conditions une entreprise souhaitera-t-elle s'engager dans le financement ou l'administration d'une formation ? Loin de la philanthropie et du mécénat, le MEDEF, quand il paie, il décide ! Le financement public est aujourd'hui la seule garantie contre les intérêts privés, là où, hier, il

Aggraver les inégalités sociales

Cette politique n'aura qu'un seul effet, aggraver les inégalités sociales. L'école s'éloigne un peu plus chaque jour de son rôle : émancipation, ascension sociale, réussites collectives. De l'école primaire où l'on stigmatise les « jeunes en difficulté » dès leur plus jeune âge à l'enseignement supérieur dont l'accès est réservé aux enfants issus des classes sociales les plus aisées, l'éducation n'éduque plus. Là aussi, il faut d'abord redistribuer les richesses : métissages culturels, partage des connaissances, aides financières, apprentissage des langues, etc.

Une jeunesse révoltée ?

Au delà d'une réponse aux contre-réformes gouvernementales qui s'accumulent depuis mai 2007, V. Becquet, sociologue, voit chez la jeunesse « un sentiment de dégradation des conditions d'études et de perte de valeur des diplômes sur le marché du travail », le sentiment d'appartenir à une génération sacrifiée. Nul ne doit ignorer les profonds changements qui s'opèrent dans l'éducation. La loi LRU a signé le point de non retour, la privatisation progressive des universités. C'est donc avant qu'elles ne s'appliquent, qu'il faut combattre les velléités de Fillon et de ses équipes.

Et les socialistes ?

Les écoles primaires, les lycées, les IUFM, les IUT entrent tour à tour dans la danse de la contestation sociale. C'est maintenant aux universités, dont plusieurs ont annoncé qu'elles ne voteraient pas leur budget qui est plus que jamais soumis à des critères de « performance », de faire entendre leur voix. Des milliers de profs, parents, élèves dans les rues. Des lycéens qui s'organisent, bloquent leurs établissements, des étudiants en grève... Nous ne devons pas les laisser seuls ! À nous tous, socialistes, d'entrer dans la danse de la contestation ! À nous de leur apporter des réponses politiques, de proposer une autre voie, d'imposer d'autres choix.

Les réformes de l'éducation sont indispensables. En aucun cas, nous ne prôtons l'immobilisme. C'est aux socialistes, et, a fortiori, aux jeunes socialistes de rappeler que l'éducation doit être la priorité de la République, que l'école doit être l'outil permettant à toutes et tous d'opérer des choix, de s'émanciper des

contraintes et d'accéder aux savoirs et aux compétences. Affirmons le nécessaire réengagement de l'État, innovons dans l'organisation des temps scolaires, rétablissons une carte scolaire qui participe de la mixité sociale, pensons l'enseignement des S.E.S., de l'histoire mais aussi des arts et du sport comme des fondamentaux de l'apprentissage, abolissons les notions de performance et de rentabilité de l'école, imposons

l'enseignement des langues.

Quand les socialistes disent que l'éducation est un droit, pas un privilège, quand ils affirment que la recherche est leur priorité, quand ils s'engagent à revenir sur toutes ces contre-réformes, il créent du sens, ils redonnent espoir !



moduel 1 de SES qui ne sera pas offert au second semestre. Mais un élève n'ayant pas suivi le module 1 pourra suivre le module 2. La part des SES déjà limitée se trouve donc encore réduite. Quant à la cohérence pédagogique elle pourrait donner à sourire : le module 2 ne suit pas le module 1. La suppression du BEP et la réduction du Bac de 4 à 3 ans. Il s'agit moins de garantir aux élèves les conditions d'une instruction solide que de « gérer les flux » à moindre coût.

Par ailleurs, l'Université n'échappe pas à cette logique comptable dont est soumise l'Education Nationale. En effet, en touchant aux concours de recrutement des profs, la « mastérisation » des concours des enseignants va permettre de faire des économies de postes supplémentaires. Ce n'est pas une élévation des qualifications, comme l'affirme le gouvernement, mais bien une baisse du niveau des futurs profs.

Quand 150 000 jeunes sortent sans diplôme ni qualification du système éducatif, quand 2 apprentis sur 3 ne vont pas au terme de leur formation, quand 100 de nos jeunes, en 2008, meurent dans les prisons bâties par ce gouvernement. Rien, absolument rien, ne peut justifier la destruction de notre école publique, républicaine et laïque.

Pourtant, ils ont de l'argent pour renflouer les comptes des banquiers banqueroutiers, des promoteurs, des boursicotiers, des fauteurs de crises spéculateurs. Mais ils nous font un doigt d'honneur, pour nos écoles, nos hôpitaux, nos salariés, nos jeunes, nos services publics, notre protection sociale. Salariés, jeunes, services publics, ce n'est pas à nous de payer la facture.

Face à un gouvernement autiste et insultant la mobilisation s'impose en défense du service public de l'Education nationale et son financement à 100 % public.

Le Plan Darcos : Quand l'éducation publique devient une entreprise

Par Tunjai Cigli, Animateur Fédéral du MJS 64

En effet, **Monsieur Darcos** peut continuer à rassurer les citoyens sur le bien fondé de son plan. Mais, sans l'avouer, l'objectif de ses réformes concourent avec celles qui sont menées depuis deux décennies. Il s'agit d'aligner le système éducatif français sur le modèle néo-libéral imposé par l'OCDE : décentralisation, mise en concurrence des établissements, évaluation internationale des résultats, ce sont des mesures qui visent à détruire l'école publique, républicaine et laïque dans le but de libéraliser le marché de l'enseignement.

Ces mesures s'appliquent d'abord à réduire drastiquement les postes d'enseignants. Ils se combinent avec un dégraissage des heures d'enseignements, c'est déjà le cas dans l'école primaire avec la suppression des cours de samedi, cela conformément à la logique comptable qui prévaut dans les entreprises. Il faut savoir qu'entre 2002 et 2012, 140 000 postes auront disparu de l'Education Nationale, dont 35 000 entre 2007 et 2009.

Ainsi, la réforme du lycée général et technique implique d'ores et déjà une diminution du volume horaire en classe de seconde (975 heures au lieu de 1100), s'ensuivant de l'aggravation par la mise en place de la semestrialisation et la modularisation de l'enseignement. Sous couvert de donner aux élèves la liberté de construire leur propre parcours, le gouvernement organise la mise en concurrence des disciplines et transforme le lycée en un vaste marché où les matières ne devront leur survie qu'aux succès qu'elles auront.

Ca sera le cas, si nous les laissons faire, avec l'enseignement des Sciences Economiques et Sociales. Ainsi, un élève souhaitant se réorienter à l'issue du premier semestre ne pourra pas faire le

Par Thomas Chavigné, le 14 décembre 2008.

A l'heure où cet article est rédigé, la crise politique et sociale bat son plein en Grèce. Il n'est pas question ici de spéculer sur son issue éventuelle. Nous proposerons dans le prochain numéro d'Unité, un article plus approfondi sur l'Histoire de ce pays, de sa gauche, de son mouvement social. Nous pouvons cependant, d'ores et déjà, faire quelques observations et en tirer une leçon.



Violence policière, en Grèce comme en France...

Les « violences » dont nos médias nous rebattent les oreilles, n'ont à voir que de très loin avec les émeutes qui ont secoué nos quartiers populaires en 2005. Certes, des parallèles peuvent être fait : là-bas comme ici, c'est la mort d'un jeune assassiné par un policier qui a mis le feu aux poudres ; là-bas comme ici, les jeunes qui se révoltent voient leur avenir professionnel bouché, pris entre bas salaires et chômage de masse ; là-bas comme ici, les méthodes d'action sont, pour une partie au moins des protagonistes, radicales voire violentes. Mais les comparaisons s'arrêtent ici.

En effet, si les causes semblent en partie similaires, le mouvement actuel en Grèce est bien plus organisé et surtout bien plus politisé, donc bien plus dangereux pour le pouvoir en place. C'est un mouvement qui s'apparente en réalité beaucoup plus à ce qu'a connu la France avec la mobilisation contre le CPE.

Car c'est bien la jeunesse scolarisée qui est le fer de lance du mouvement, notamment les lycéens. D'une révolte légitime et spontanée pour que justice soit rendue, après le meurtre de l'un de leurs camarades, la mobilisation est très vite passée à la mise en cause de la droite au pouvoir.

Mise en cause, non seulement, de la politique gouvernementale en matière d'emploi,

d'éducation et de sécurité, mais mise en cause, surtout, du gouvernement de Karamanlis lui-même. Les lycéens, rejoints par les étudiants et soutenus par les salariés, demandent sa démission pure et simple. Les syndicats de salariés ont eux-mêmes appelé à une grève générale très bien suivie.

Dans ce contexte, en reprenant le mot d'ordre de démission du gouvernement débouchant sur la tenue d'élections législatives anticipées, le parti socialiste grec nous donne une double leçon de politique et de démocratie. En effet, lorsque la crise sociale est si intense que le gouvernement en place n'est plus légitime et paraît suspendu dans le vide, la gauche ne peut pas se contenter d'une position légaliste consistant à attendre tranquillement les élections telles qu'elles sont prévues par le calendrier institutionnel. La crise ne peut se résoudre positivement que par l'appel immédiat aux urnes, par la démocratie. Le peuple doit trancher !

Rappelons-nous. Au moment de la crise du CPE en France, la droite avait subi plusieurs mouvements sociaux d'ampleur et plusieurs défaites électorales (référendum, européennes, régionales). Le gouvernement de Villepin n'avait plus aucune légitimité. En n'appelant pas à des législatives anticipées, le parti socialiste a, à l'époque, donné le temps à la droite de se refaire une santé avant son élection préférée : la présidentielle. Effectivement, lors d'une élection législative, le débat porte davantage sur les projets politiques et la droite, ayant, à cette période, fait la démonstration de la



Manifestations de masse partout en Grèce

dangereuse de son programme, n'avait aucune chance de revenir au pouvoir. Sarkozy serait alors apparu pour ce qu'il était : le représentant du camp dont le peuple ne voulait plus.

Au lieu de cela, nous l'avons laissé se reconstruire, avec l'aide des média, une image d'homme nouveau, incarnant une pseudo-rupture et donnant l'illusion de l'action. Ceci lui a permis de gagner cette élection qui dépolitise les personnes en personnalisant la politique, qui centre le débat public sur les personnalités au lieu de leur programme.

Hélas ! Nous ne pouvons pas refaire l'Histoire. Nous ne pouvons pas non plus présager de ce qui se passera en Grèce : même si elle obtient des élections, la gauche grecque ne pourra uniquement parier sur le rejet de la droite, elle devra proposer un programme pour mobiliser son camp et ainsi éviter écœurement et abstention.



La relance à la sauce Sarkozy: de l'esbroufe

Par David Torres, 32

Est il vraiment étonnant que Sarko et sa clique nous vendent de l'esbroufe au lieu d'un véritable plan de relance ? Devedjan ministre de la relance! Faut il vraiment en rire ? Cette clique qui sabre nos droits au travail, démantèle la sécu, exonère les plus riches et les entreprises d'impôts, sucre aux chômeurs leurs droits, faut-il vraiment compter sur eux pour redresser l'économie ?

La relance. Au moins les choses sont dites. Les libéraux sont bien impuissants face à la crise. Depuis 20 ans qu'ils nous font vivre une cure de rigueur, qu'il ne faut surtout pas augmenter les dépenses de l'Etat, qu'il faut baisser les salaires, les « charges sociales », c'est à dire les cotisations qui financent la sécu, et voilà que leur cure nous propulse dans la crise. Et par miracle, ce qu'ils rejettent depuis toujours devient finalement la seule solution : la relance.

Mais à quoi sert « un plan de relance » ?

Comme son nom l'indique, il s'agit d'augmenter l'activité économique, la production et la consommation, par l'intervention de l'Etat dans l'économie. Il faut donc commencer par cibler le problème avant d'agir. Et celui ci apparaît assez clairement : les Français n'ont plus les moyens de

Il nous faut, par contre, retenir cette leçon de la Grèce pour l'avenir. Et, dans le climat social actuel, il se pourrait bien qu'il s'agisse d'un avenir proche.

Pour l'heure, saisissons toutes les occasions pour marquer notre solidarité avec la jeunesse et les travailleurs grecs. L'assemblée générale de l'école polytechnique d'Athènes nous appelle d'ores et déjà à une « journée de résistance » européenne et mondiale le 20 décembre 2008. Rappelons que la mobilisation de 1974, dont cette université fut l'un des fer de lance, contribua à précipiter la chute du régime des colonels.



consommer. C'est donc le fameux problème du pouvoir d'achat. Comment y remédier pour justement relancer l'économie ? Il n'y a pas 36 solutions. On peut nous dire qu'il faut travailler le Dimanche, mais il ne faut pas être un expert en économie pour voir que ce n'est que fumisterie. Non, il n'y a qu'une solution, il faut augmenter les salaires, massivement.

Le seul argument des libéraux face à cette politique, c'est le risque d'inflation. Or, avec la crise, ce risque est quasi-nul, car l'inflation apparaît en cas de surchauffe de l'économie. On en est loin. Alors, la seule parade pour le gouvernement : ne surtout jamais aborder le sujet.

La relance, c'est aussi le renforcement des services publics, et non leur privatisation, c'est la création de nouveaux services publics, c'est l'augmentation du nombre de fonctionnaires (il y en a besoin : professeurs, personnel hospitalier...) et non leur baisse drastique qui conduit à l'étouffement des services publics. Bref, c'est tout ce que ne fait pas le gouvernement.

Mais certains objecteront que tout cela à un coût. C'est vrai, mais ce n'est pas vraiment ça le problème. Toute relance à un coût. Mais il ne s'agit pas d'un ménage qui consomme. Ce coût est un investissement.

Quand l'Etat augmente les salaires des fonctionnaires par exemple, ces salariés dépensent ce nouveau salaire. Il devient alors le revenu d'un autre agent économique qui lui même dépense ce nouveau salaire, etc. C'est le principe du fameux multiplicateur d'investissement de Keynes. Au final, si les revenus augmentent et que cela à un effet positif sur la croissance, il y a moins de chômeurs (donc moins de coûts pour l'Etat), et plus de revenus de l'impôt. L'équilibre budgétaire de l'Etat revient alors avec le temps, mais l'intervention de l'Etat aura relancé l'économie.

Ce plan de relance est loin, très loin de pouvoir relancer l'économie. De toute façon, pour que ce plan fonctionne, il faut changer de cap politique: reconsidérer les services publics, le travail des fonctionnaires, augmenter l'ensemble des salaires. **Bref, pour une vraie relance, il faut une vraie gauche au pouvoir.** C'est donc maintenant que PS et MJS doivent être offensifs, il ne faut pas critiquer ce plan uniquement sur le plan des dépenses et du déséquilibre budgétaire qu'il provoque, mais au contraire il faut critiquer le manque d'ampleur de ce plan, et le manque de cohérence entre un plan de relance et des politiques libérales.

Le samedi 13 décembre dernier, nous avons poursuivi notre petit tour de France (après la Rochelle, St Etienne, Paris, Nantes en attendant Rennes, Pau...) pour présenter notre livre « Les Jeunes socialistes d'Epinais à la génération CPE » (toujours disponible pour 7,5 euros). Nous étions au Puy-En Velay dans la Haute-Loire. Le matin nous avons pu rencontrer des acteurs locaux du mouvement social, des syndicalistes

et des militants du mouvement laïque lors d'une dédicace dans une librairie de la ville. L'après-midi, nous étions à la fédération du PS pour une présentation du livre et un débat. Cette journée nous a permis d'échanger sur le livre mais aussi sur la crise sociale qui s'approfondit, sur les perspectives du mouvement social et des résistances qui montent face à la droite dans la jeunesse et chez les salariés. Débat idéologique et intellectuel, lutte

sociale, alternative politique au libéralisme, pour nous tout se tient!

POUR COMMANDER LE LIVRE, CLIQUEZ SUR L'IMAGE:



UNITÉ

Comité de Rédaction d'Unité

Jean-François Claudon (75)	Thomas Chavigne (31)
Julien Guérin (43)	Emilie Leblong-Masclat (35)
Laurent Johanny (43)	David Torres (32)
Ernest Simon (44)	Tunjaï Cilgi (64)
Johann Cesa (42)	Yoann Rouvière (43)

Numéro 17, DECEMBRE 2008

adresse e-mail : unite_journal@

Articles en ligne sur : www.democratie-socialisme.org/

Numéros téléchargeables sur :

<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>

Diffusion électronique et papier. 1500 ex.

CONTACT OFFENSIVE SOCIALISTE

- Je souhaite recevoir les anciens numéros d'Unité
- Je souhaite rencontrer l'Offensive Socialiste
- Je souhaite adhérer à l'Offensive Socialiste

Nom :

Prénom :

Groupe :

Fédération :

Adresse e-mail :

Téléphone :

Coupon à renvoyer à unite_journal@yahoo.fr.

LISEZ UNITÉ, LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE

Notre site à été refait. Visitez le! CLIQUEZ ICI ou RDV

à l'adresse: <http://offensivesocialiste.wordpress.com/>